

## **Avis de convocation / avis de réunion**

---

**MASTRAD**  
**Société anonyme au capital de 2.408.382,20 euros**  
**Siège social : 32 bis – 34, boulevard de Picpus – 75012 Paris**  
**RCS Paris 394 349 773**

**AVIS DE CONVOCATION DES ACTIONNAIRES**

MM les actionnaires de la Société MASTRAD sont convoqués le 28 août 2019 à 11h30 heures au siège social 32 bis – 34 boulevard de Picpus – 75012 Paris, en assemblée générale extraordinaire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**Ordre du jour**

**A titre extraordinaire**

- Rapport du conseil d'administration,
- Rapports spéciaux du Commissaire aux Comptes,
- Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'un nombre maximum de 10.714.285 actions ordinaires de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de bénéficiaires dans le cadre des dispositions des articles L.225-129-1 et suivants du Code de commerce
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires prévus par l'article L.225-138 du Code de commerce dans le cadre de l'émission d'actions ordinaires nouvelles, au profit de catégories de bénéficiaires
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 1.500.000 euros par voie d'émission de 10.714.285 obligations convertibles en actions (les OCA 2019) assorties de bons de souscription d'actions attachés (les BSA 2019, ensemble avec les OCA 2019, les OCABSA 2019) avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de bénéficiaires
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires prévus par l'article L.225-138 du Code de commerce dans le cadre de l'émission d'actions ordinaires nouvelles, au profit de catégories de bénéficiaires
- Fixation du montant global des délégations de compétence consenties au conseil d'administration
- Délégation au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital dont la souscription serait réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L 3332-1 et suivants du Code du travail
- Délégation de pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Le texte des projets de résolutions contenu dans l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n° 84 du 15 juillet 2019 reste inchangé.

---

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à l'assemblée, soit en y assistant personnellement, soit en votant par correspondance, soit donner pouvoir au président de l'assemblée, soit en s'y faisant représenter par son conjoint, le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, un autre actionnaire ou encore toute personne physique ou morale de son choix. En vertu de l'article L.225-106-1 du Code de commerce, si l'actionnaire décide de se faire représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, le mandataire choisi doit informer l'actionnaire de tout fait lui permettant de mesurer le risque de poursuite par le mandataire d'un intérêt autre que le sien. Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire contrôle la Société, fait partie d'un organe de gestion, d'administration ou de surveillance de la Société ou est employé par cette dernière.

Conformément à l'article R.225-85 du Code de commerce, le droit de participer à l'assemblée générale est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au deuxième jour ouvré précédent l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

L'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité sera constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation sera également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'aura pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions prévues ci-dessus, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée, sauf disposition contraire des statuts.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions prévues à ci-dessus peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires. Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

La société tiendra au siège social sis 32 bis -34 boulevard de Picpus - 75012 Paris, à la disposition des intéressés, sur leur demande, des formules de pouvoir et de vote par correspondance. Les demandes de formulaires de vote par correspondance doivent être faites par écrit et doivent parvenir à la société Mastrad six (6) jours au moins avant la date d'assemblée. Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis parvenus à la société Mastrad trois (3) jours au moins avant la date prévue de l'assemblée.

Les demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée présentés par des actionnaires remplissant les conditions prescrites par la loi doivent être envoyées à la société jusqu'à vingt-cinq (25) jours avant l'assemblée générale par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ces demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la société à compter de la présente publication. Ces questions doivent être adressées au siège social de la société par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Tous les documents, qui d'après la loi, doivent être communiqués aux assemblées générales, seront tenus dans les délais légaux à la disposition des actionnaires au siège social.

En cas de seconde convocation des actionnaires à une assemblée générale ordinaire et/ou extraordinaire, les pouvoirs et votes par correspondance transmis dans les conditions prévues ci-dessus seront pris en compte.